

RÉSOLUTION N° 482

**ACTIVITÉS RÉALISÉES FACE À LA SITUATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE DANS LES AMÉRIQUES**

Le COMITÉ EXÉCUTIF, à sa Vingt-huitième Réunion ordinaire,

APRÈS AVOIR ÉCOUTÉ :

Les exposés faits par Messieurs Julio Paz, Rafael Trejos et James French sur la situation en matière de sécurité alimentaire dans les États membres de l'IICA dans le contexte international actuel, la présentation du Directeur général et le débat qui s'est engagé entre les membres du Comité exécutif;

VU:

La série de facteurs qui se sont combinés pour provoquer une hausse rapide des prix des aliments et le fait que cette situation pose de sérieux défis à la sécurité alimentaire mondiale;

Les efforts décidés et concertés des pays de la région pour faire face à la crise et mettre à profit la possibilité qu'ils ont de collaborer, tous ensemble, à l'amélioration de la productivité, de la rentabilité et de la compétitivité de l'agriculture et d'augmenter ainsi la production d'aliments;

CONSIDÉRANT :

Qu'un grand nombre d'États membres ont été touchés différemment par divers facteurs qui ont contribué à l'augmentation du prix des aliments, au nombre desquels on peut citer une offre limitée et une demande accrue, des conditions climatiques adverses, la hausse du prix de l'énergie et des engrais, des utilisations alternatives des cultures alimentaires et d'autres facteurs liés directement ou indirectement à la production d'aliments ;

Que, s'il est vrai que la situation actuelle constitue un défi pour les pays de la région, elle représente également la possibilité de renforcer l'agriculture et la capacité des États membres, ce qui inclut la recherche, le développement et le transfert de

technologies appropriées pour améliorer la productivité, l'emploi et les revenus des petits et moyens agriculteurs ;

Que l'IICA a la compétence nécessaire pour appuyer les gouvernements, la société civile et les exploitants agricoles et collaborer avec eux à la formulation et à la mise en œuvre de politiques à court, moyen et long termes, efficaces et cohérentes, adaptées aux réalités propres à chaque région, nation et territoire, qui se traduiront par un accroissement important de la production durable d'aliments et l'accès à des aliments nourrissants et sains, aux intrants indispensables et à des outils de financement et de gestion des risques ;

Que, pour relever les défis actuels et tirer profit des possibilités qui existent dans les Amériques dans le domaine de la sécurité alimentaire, il est impératif de renforcer les mécanismes de coopération entre les secteurs public et privé ;

DÉCIDE :

1. De charger l'IICA :
 - a. De surveiller l'évolution de la situation en matière de sécurité alimentaire dans les pays membres, ce qui inclut les facteurs déterminants de cette évolution et leur impact, et de faire rapport à ce sujet dans les plus brefs délais.
 - b. D'apporter son soutien et ses services consultatifs aux États membres en matière de sécurité alimentaire, s'ils le lui demandent.
 - c. De réviser et de modifier, si besoin est, les programmes continentaux, régionaux et nationaux de coopération technique de l'Institut, par l'intermédiaire des organes de direction appropriés de l'IICA, afin de coopérer avec les États membres dans les efforts qu'ils déploient pour affronter la crise.
 - d. D'offrir une coopération technique en matière de sécurité alimentaire à la région et de collaborer avec l'OEA et avec d'autres institutions stratégiques dans ce domaine afin d'apporter un soutien aux gouvernements, à la société civile et au secteur privé des services pour améliorer l'accès aux ressources financières.
 - e. De promouvoir la formation et le transfert de technologies, car ils constituent l'un des principaux mécanismes pour augmenter la production d'aliments, en particulier celle des petits et moyens agriculteurs et de collaborer à cet effet avec des institutions stratégiques.
2. De demander à l'IICA de prendre en considération les programmes d'autres organisations de développement internationales, régionales et gouvernementales, en vue de promouvoir la coopération et éviter que les initiatives ne fassent double emploi.